

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

exproprié leurs avoirs à l'étranger, sans compensation. Malgré ces revers, les habitants de ces pays ne se sont pas découragés. S'ils avaient décidé de suivre la ligne de conduite du Canada et d'exporter leurs produits bruts pour qu'on les transforme en produits manufacturés, eux aussi seraient sur le bord de la faillite aujourd'hui. Ils ont décidé de se mettre au travail et de produire dans leur propre pays.

Le Japon et l'Allemagne de l'Ouest ont reconstruit leur industrie et, aujourd'hui, les autres pays leur empruntent de l'argent. En 1945, ils étaient pratiquement au bout de leur rouleau alors que le Canada était dans une situation privilégiée avec une dette de sept milliards seulement. Notre dette atteint maintenant près de 200 milliards alors que l'Allemagne et le Japon prêtent de l'argent à d'autres pays plus pauvres. La situation ne s'améliorera pas tant que le gouvernement ne changera pas sa ligne de conduite. Néanmoins, il nous demande de continuer à faire la même chose, emprunter, emprunter encore, emprunter toujours plus.

Le gouvernement croit toujours pouvoir emprunter pour liquider sa dette. Si seulement il se rendait compte de toutes les possibilités qui s'offrent à nous. Nous avons des industries formidables. L'industrie pétrolière dans l'Ouest du pays en est un excellent exemple. Alors qu'elle devrait prospérer, les installations de forage quittent le pays et l'industrie piétine au lieu de prendre de l'expansion. Des travailleurs de l'Ontario, du Québec et des Maritimes en quête d'emplois sont prêts à aller se faire embaucher dans l'Ouest, mais le gouvernement préfère acheter du pétrole aux pays étrangers à un prix excessif. Il n'est pas honnête envers la population de notre pays.

Si je faisais partie du gouvernement, je demanderais des comptes au premier ministre et au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) ou bien je quitterais le parti. Je ne leur permettrais pas de ruiner notre pays. Nous avons la possibilité d'augmenter notre productivité, de créer des emplois et d'accroître notre produit national brut, mais au lieu de s'entendre avec l'Alberta et la Saskatchewan, le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour ruiner l'industrie pétrolière.

Le gouvernement perçoit une taxe sur le gaz naturel qui appartient à un gouvernement provincial. Jamais un gouvernement démocratique n'avait encore agi de la sorte. Néanmoins, le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour s'attaquer à l'Ouest. Il semble oublier que, par la même occasion, il fait du tort à tout le Canada. Il doit donc emprunter de l'argent pour se maintenir à flot. La gravité de son crime grossit à vue d'œil.

Tout à l'heure, le premier ministre a parlé du projet de doubler les voies ferrées. En tout cas, il réussit beaucoup mieux à «doubler» les gens, qu'à doubler des voies ferrées. Si seulement il pouvait dévoiler la vérité aux Canadiens et ainsi remettre le pays sur les rails! Qu'il abandonne son projet de doubler nos voies ferrées et qu'il se contente de remettre le Canada sur la bonne voie, avant de mener le pays à sa ruine totale. Si le gouvernement continue à agir de la sorte et à nous imposer ses quatre volontés, le climat psychologique de l'Ouest ira en se détériorant. En ce moment même déjà, les gens affirment un peu partout dans l'Ouest qu'ils ne toléreront pas d'être traités ainsi et que si le gouvernement fédéral ne tient pas particulièrement à eux, ils sauront bien se débrouiller tout seuls. Si cette menace est exécutée, c'est vers le premier

ministre et son ministre de l'Énergie que tous les doigts accusateurs seront pointés. Je les tiens responsables de vouloir, délibérément de par leurs initiatives, démanteler le pays. Nulle part ailleurs pareille situation ne serait acceptée, mais étant donné que nos compatriotes de l'Ouest sont de si loyaux Canadiens et qu'ils tiennent à rester dans notre fédération, ils espèrent bon gré mal gré que les choses changeront. J'espère que ces changements ne tarderont pas à arriver.

Le gouvernement prétend avoir besoin de cet argent pour créer des liquidités. D'une part, il veut emprunter de l'argent pour créer des liquidités, tandis que de l'autre il coupe de 20 à 30 p. 100 les vivres au secteur pétrolier canadien en diminuant les liquidités qui s'établissent actuellement aux environs de 170 milliards de dollars. C'est bien ce que fait le gouvernement: il sabre dans ces liquidités et ensuite espère que l'industrie s'en réjouira. D'après les prévisions les plus optimistes, le secteur a besoin de 260 millions de dollars pour réaliser d'ici 1990 le projet d'autonomie énergétique. Toutefois, le gouvernement a l'intention de couper cette somme de 20 à 30 p. 100. Il semblerait que 50 p. 100 des capitaux de prospection qui devaient être dépensés au Canada et qui nous auraient fourni des emplois sont allés aux États-Unis. Pas étonnant que nos voisins du Sud accueillent les Canadiens à bras ouverts. Ils nous félicitent même du fait que nous les aidions à développer leur industrie et à réaliser leur autarcie énergétique. Il n'est guère étonnant qu'ils nous en remercient, car c'est bien ce que nous sommes en train de faire.

● (1530)

A l'heure actuelle, nous importons d'énormes quantités de pétrole au cours mondial. Le gouvernement paie ce pétrole à partir de ses recettes fiscales et de ses emprunts.

Le gouvernement décourage la recherche de nouveaux gisements. Les Canadiens doivent financer la prétendue sûreté des approvisionnements en pétrole étranger, qu'on doit payer aux prix mondiaux, tandis que le gouvernement s'entête à refuser de corriger ce qu'il sait une erreur. Il refuse de s'entendre avec l'Alberta et la Saskatchewan à qui appartiennent ces ressources. Ces ressources n'appartiennent pas à la population du Canada mais aux gouvernements provinciaux.

Pendant tout le débat constitutionnel, le NPD a voulu faire croire à la population qu'il la servait en concluant un accord avec le premier ministre. Le chef du NPD (M. Broadbent) a bradé l'ouest du Canada. En fait, il a vendu tout le Canada à rabais lorsqu'il s'est engagé à appuyer des modifications qui accordent moins aux provinces que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique; en effet, selon ce dernier, les provinces contrôlent, les ressources naturelles et, en fait, en sont propriétaires. Le gouvernement dit: «Nous les laisserons sous votre contrôle, mais nous interviendrons peut-être par vous en déposséder.»

En parlant de canadianisation, monsieur l'Orateur, le gouvernement s'imaginerait-il tromper les Canadiens? C'est de nationalisation qu'il s'agit. Cela consiste à payer des prix exorbitants, ce qui équivaut à escroquer le contribuable. On entend parfois des hommes politiques dire que le gouvernement se fait voler; mais c'est ici le contribuable qui se fait voler par le gouvernement. Celui-ci prélève d'énormes sommes d'argent dans la poche des contribuables pour acheter la société pétrolière Petrofina. Cette société créera-t-elle plus de richesses? Peut-être si elle fait de la prospection, mais elle aurait